

# L'Économie algérienne



**Ahmed Benhabbour**

# **L'Économie algérienne**

Quelles perspectives pour demain ?

LES ÉDITIONS DU NET  
126, rue du Landy 93400 St Ouen

### **Du même auteur**

*Au Cœur du Ksar de Chellala, Itinéraire d'un dignitaire Idrisside, Éditions Offok, Alger, avril 2019.*

*Connaitre la Finance islamique, Principes et Pratiques, Éditions al-Irada Ettarbaouiya, Alger, décembre 2019.*

*L'Afrique du Nord, Berceau des Berbères, Éditions Chapitre. com, Paris, août 2020.*

*La Finance Islamique en Algérie – Les voies de la normalisation – Les Editions du Net, St Ouen, France, mai 2021.*

*Je dédie ce modeste travail :*  
*À la mémoire de mon père et de mes frères, que DIEU garde leurs*  
*âmes dans son vaste Paradis.*  
*À la mémoire de ma belle-sœur Wafia Noudjoud, que DIEU ait son*  
*âme en sa sainte miséricorde.*  
*À ma chère famille que j'aime beaucoup.*



# Introduction

Le monde traverse une crise inégalée où, selon le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE, le chômage et l'exclusion sociale tendent à s'étendre au niveau planétaire, touchant surtout les pays les plus vulnérables, la croissance de l'économie mondiale ne devant revenir au niveau de 2019, qu'en 2022 sous réserve de la maîtrise de l'épidémie du coronavirus.

En Algérie, nous assistons depuis 2020 à la détérioration des indicateurs économiques et sociaux (décroissance du PIB, baisse des réserves de change, inflation, chômage) dont l'extension de la sphère informelle liée à la logique rentière, où le gouvernement algérien a indiqué que le chiffre oscillerait au cours de 130 dinars un dollar, entre 46,15 milliards de dollars et 76,92 milliards de dollars écart énorme. Si l'on prend le montant de 76,92 milliards de dollars, 48,12 % ramené au PIB de 2020 d'environ 160 milliards de dollars, nous aurons un taux de 48,12 % presque la moitié du PIB, rendant difficile une cohérence de la politique socio-économique et où avec la crise de liquidités, selon nos enquêtes la majorité des citoyens se sont rués vers les banques pour retirer leur épargne. Donc l'Algérie insérée à l'économie mondiale doit trouver des solutions appropriées, loin des replâtrages conjoncturels et des promesses utopiques.

La pandémie de COVID-19 a mis à mal l'économie algérienne en 2020. La croissance réelle du PIB devrait, selon les estimations, avoir diminué de 5,5 % par suite des strictes mesures de confinement imposées pour limiter la propagation de la COVID-19 et de la chute de la production d'hydrocarbures, la production algé-

rienne de pétrole étant tombée en dessous du quota fixé par l'OPEP pour le pays. Les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre comme les services et le bâtiment – qui opèrent pour l'essentiel dans le cadre de l'économie informelle – ont été durement touchés, et de nombreux emplois ont disparu de manière provisoire ou permanente. Dans le même temps, la baisse temporaire des cours du pétrole, conjuguée à la diminution des volumes exportés, a entraîné une forte contraction des recettes des exportations d'hydrocarbures.

Le déficit budgétaire global devrait, selon les estimations, s'être accru pour atteindre 16,4 % du PIB en 2020, tandis que les risques liés aux financements accordés par les banques publiques à des entreprises d'État en difficulté ont considérablement augmenté. Malgré la forte contraction des importations et la dépréciation modérée du taux de change, le déficit du compte des transactions courantes aurait atteint 14,4 % du PIB, tandis que les réserves internationales seraient tombées à 46,9 milliards de dollars à la fin de 2020 (ce qui représente une diminution de 24 % en glissement annuel), soit l'équivalent d'environ 12,8 mois d'importation. La pauvreté devrait avoir augmenté en 2020 en raison du ralentissement de la croissance et de la baisse de l'emploi, bien qu'aucune donnée ne soit disponible dans ce domaine.

La crise économique provoquée par la pandémie s'inscrit dans le prolongement du ralentissement de la croissance du PIB observé en Algérie pendant cinq années consécutives (2015-2019), en raison de la contraction du secteur des hydrocarbures, d'un modèle de croissance porté par un secteur public tentaculaire, et d'un secteur privé peinant à devenir le nouveau moteur de la croissance économique. L'industrie des hydrocarbures, à laquelle étaient imputables 20 % du PIB, 41 % des recettes budgétaires et 94 % des recettes d'exportation en 2019, connaît un déclin structurel.

En 2021, l'économie algérienne devrait se remettre en partie des crises sanitaire et économique provoquées par la pandémie de COVID-19. Certaines mesures de confinement pourraient toutefois



être maintenues jusqu'en 2022 en raison de la lenteur de la campagne de vaccination. Il s'ensuit que, même si l'industrie des hydrocarbures doit redémarrer en 2021, les activités reprendront plus lentement pour le reste de l'économie du fait des pertes d'emploi et de rémunération, ainsi que du manque de confiance des consommateurs et des entreprises. Les autorités algériennes ont annoncé un effort de réforme de longue durée, amorcé dans le cadre du Plan de relance socioéconomique, dans le but d'orienter l'économie vers un modèle durable entraîné par le secteur privé, d'entreprendre le passage à des énergies renouvelables, de réduire les graves déséquilibres macroéconomiques du pays et de protéger les moyens d'existence de la population.

L'Algérie, comme les autres pays exportateurs de pétrole de la région MENA, devra diversifier son économie pour améliorer les perspectives d'emploi dans le pays, objectif impératif compte tenu de la jeunesse de la population. Les autorités nationales ne pourront pas maintenir les dépenses publiques à leur niveau actuel en raison de la baisse structurelle des recettes des hydrocarbures ; elles devront par ailleurs compléter les mesures prises dans le but de dégager des recettes budgétaires supplémentaires par des actions visant à améliorer l'efficacité et l'équité de leurs dépenses. Le succès de la réforme économique structurelle dépendra de sa capacité à rétablir la stabilité macroéconomique et à adopter des politiques publiques décisives pour soutenir le développement du secteur privé tout en protégeant les segments les plus vulnérables de la population.

Au cours des deux dernières décennies, le boom des hydrocarbures a permis à l'Algérie de progresser sur le plan du développement économique et humain. En 2008, le pays avait pratiquement apuré sa dette multilatérale, investi dans des projets d'infrastructures propices à la croissance économique et mis en place des politiques sociales à caractère redistributif qui ont contribué à faire reculer la pauvreté et à fortement améliorer les résultats obtenus pour les indicateurs du développement humain.

L'Algérie assure une scolarisation primaire pour tous, avec en 2015 un taux net d'inscription dans le primaire de 97 % (pour les filles comme pour les garçons), et a accru les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur. La qualité de l'enseignement pourrait toutefois être améliorée, puisque dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves l'éducation (PISA), l'Algérie était classée 71<sup>ème</sup> sur 72 en 2015, sur la base des résultats obtenus en sciences, mathématiques et lecture par sa cohorte d'élèves de 15 ans. Par ailleurs, selon l'indice de capital humain 2020 calculé par le Groupe de la Banque mondiale, qui fournit des données de référence antérieures à la pandémie sur la santé et l'éducation des enfants, la valeur de l'indice pour l'Algérie est demeurée pratiquement inchangée (0,53) entre 2010 et 2020 malgré les efforts déployés pour améliorer les résultats. Bien que cette valeur soit supérieure à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, elle se trouve en dessous de la moyenne établie pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord de la Banque mondiale.

En conclusion, l'Algérie, pays à très fortes potentialités est un acteur stratégique de la stabilité de la région euro-méditerranéenne et africaine. Bien que selon le FMI, le PLF 2021, fonctionne sur la base d'un cours supérieur à 110 dollars, l'Algérie possède des marges de manœuvre où selon le rapport du FMI de mars 2021, la dette publique globale s'établit à 51,4 % du PIB en 2020 contre 45,6 % en 2019 avec une dette publique intérieure de 50,8 % en 2020 contre 45 % en 2019 et une dette extérieure faible de 0,6 % du PIB contrairement à ses voisins du Maghreb. Pour être un acteur actif, l'Algérie a besoin de profondes réformes de son système politique et socio-économique, tenant compte de l'innovation destructrice, en ce monde turbulent et instable, marquée par la transition énergétique et numérique.

Cela implique de s'éloigner des pratiques rentières du passé où les réformes doivent être menées par des réformateurs qui ont besoin d'une base sociale active et qui trouveront des résistances des conservateurs, des tenants de la rente. Cela n'est pas une ques-

tion d'âge, mais de mentalités et de convictions pouvant trouver un jeune formaté à l'ancienne culture rentière soviétique.

Pour atténuer les tensions sociales, il faudra pour plusieurs années un taux de croissance reposant sur une nouvelle politique socio-économique, entre 8/9 %.



PREMIÈRE PARTIE

**Structure et Évolution  
de l'Économie algérienne**